Six mots clefs pour démontrer mille intérêts communs : féminisme et pacifisme : du pareil au même

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **L'Émilie : magazine socio-culturelles**

Band (Jahr): **[90] (2002)**

Heft 1467

PDF erstellt am: **16.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-282441

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Six mots clef pour démontrer mille intérêts communs

Féminisme et pacifisme: du pareil au même

Sans paix, toute lutte, y compris les revendications féministes, perd son sens. Parallèlement, la paix, sans les mêmes droits pour les femmes et les hommes, ce n'est pas la paix. Ne serait-ce que par soucis de cohérence, dans le cadre de leur militantisme respectif, les féministes ont intérêt à intégrer le droit à la paix et les pacifistes, à penser l'égalité entre les sexes. Portrait croisé des raisons pour lesquelles féminisme et pacifisme, en dernière analyse, doivent incarner un seul et même combat[1].

Démocratie

Il n'existe pas de véritable débat de société par rapport au budget consacré à la défense, à la vente et à l'achat d'armes : des membres des lobbies des complexes militaro-industriels sont présents dans les pouvoirs législatifs et exécutifs de la plupart des démocraties et les décisions liées aux armes se prennent au-delà des parlementaires. L'intrusion des intérêts politiques et économiques des complexes militaro-industriels dans les Etats et les organisations internationales conduit à la primauté de la force sur le droit. Plusieurs universités éliminent les enseignant-e-s qui contestent la bombe atomique et l'énergie nucléaire et s'ils dévient de l'orthodoxie officielle concernant le nucléaire ou l'armement traditionnel, les intellectuel-le-s savent qu'ils risquent fort de se couper de toute notoriété publique et de tout succès commercial.

Liberté de la presse

L'information concernant les ventes et les achats d'armes sont rarissimes. Beaucoup de ventes d'armes peu médiatisées et peu d'aide humanitaire très médiatisée : tel est l'état de la situation actuelle. Par l'accaparement des richesses, les acteurs des complexes militaro-industriels contrôlent les journaux, les chaînes de radio et de télévision et les maisons d'édition. Les médias occidentaux sont contrôlés et/ou infiltrés par des membres de ces lobbies et la censure a cédé le pas à l'autocensure à toutes les échelles hiérarchiques, sans même qu'il n'y ait besoin d'intervention extérieure auprès des détenteurs de l'autorité institutionnelle. En revanche, la plupart des médias occultent les luttes et analyses anti-militaristes et féministes, les rendant invisibles auprès de l'opinion publique.

Coûts

Les guerres entraînent des dommages irréparables pour les populations, l'économie, la démocratie et l'environnement – tant en ce qui concerne la biodiversité que les infrastructures humaines (ponts, routes, hôpitaux, écoles, etc.). Elles sont le plus grand facteur de destruction de l'environnement et elles représentent l'ennemi numéro un du développement durable. En 1999, le monde consacrait 700 milliards de dollars en dépenses militaires annuelles, sans compter les proportions des budgets alloués à la recherche, à l'industrie spatiale et à l'informatique destinées à l'industrie de la guerre. En temps de paix, les armes coûtent cher en maintenance et en stockage, et les bases militaires qui occupent l'espace terrestre, aérien et maritime dégradent l'environnement, consomment énormément d'énergie et stimulent le marché de la prostitution. Autour des bases militaires et partout où sont stationnées et où passent les troupes militaires, le taux de maladies vénériennes, incluant le sida, augmente de façon spectaculaire. Alors que les besoins élémentaires d'une majorité de la population ne sont pas satisfaits, l'industrie de l'armement mobilise des ressources matérielles considérables et les plus brillants cerveaux.

Intérêts

Les Etats, les complexes militaro-industriels, les multinationales, les syndicats des travailleurs concernés et les banques ont des intérêts financiers dans l'industrie de la guerre. La guerre permet de contrôler les ressources naturelles, les matières premières et les richesses mondiales ainsi que de faire tourner l'industrie des armes. Les conflits dans les pays pauvres - qui pour la plupart ne produisent pas d'armes - sont attisés et cultivés par les pays riches, producteurs d'armes, qui réussissent ainsi à écouler leur vieux stocks pour fabriquer de nouvelles générations d'armes plus puissantes et plus sophistiquées. Les pays riches favorisent le maintien de dictatures pour s'assurer un approvisionnement bon marché en richesses et ressources naturelles (diamants, cacao, pétrole…), au détriment des populations locales.

Victimes de la guerre

L'UNICEF a démontré que lors de la Première guerre mondiale, 10% des victimes étaient des civil-e-s et que dans la plupart des conflits armés des années nonante, 90% d'entre elles étaient des civil-e-s. Les femmes sont d'autant plus vulnérables qu'elles ne sont pas armées et elles sont moins mobiles que les hommes (avec les enfants, elles représentent la grande majorité des réfugié-e-s). Comme le plus souvent elles restent dans les zones de conflits lors d'affrontements armés, elles sont soumises aux bombardements, incendies, pillages, assassinats et viols collectifs employés comme arme de guerre pour humilier et démoraliser le camp adverse. De façon générale, la torture chez elles revêt un caractère sexuel beaucoup plus fréquent que chez les hommes. Après la guerre, elles sont souvent traumatisées par les violences sexuelles ; lorsqu'elles ont tout perdu pendant la guerre, elles sont parfois contraintes à se prostituer pour survivre ; dans les camps de réfugié-e-s, elles courent le risque d'être abusées sexuellement.

Actrices de la paix

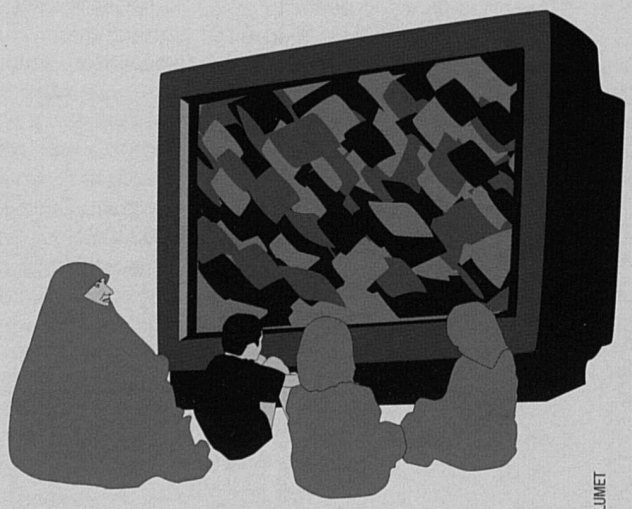
Les femmes ont précédé ou égalé les quelques théoriciens masculin de la paix. L'écrivaine Christine de Pisan a été l'une des plus illustres d'entre elles dès le XIVe siècle. Aujourd'hui, l'augmentation du nombre de femmes dans le système judiciaire se traduit par une plus grande volonté à poursuivre les criminels de guerre. C'est notamment à cause de l'acharnement de certaines femmes que fonctionne actuellement le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie à La Haye où est jugé Slobodan Milosevic. Dès le début de la guerre en ex-Yougoslavie, des Européennes de toutes les régions se sont mobilisées en grand nombre pour faire reconnaître le viol comme un crime de guerre, ce qui n'avait pas été le cas lors du procès des criminels nazis devant le tribunal de Nuremberg. En 1993, les députées européennes étaient au premier rang pour promouvoir une ligne budgétaire nouvelle dans le chapitre des fonds structurels de la Communauté européenne en faveur de la reconversion des industries d'armements. Partout, des femmes anti-militaristes, plus ou moins organisées, luttent pour la reconversion des producteurs d'armement, la diminution des dépenses militaires et des ventes d'armes. Enfin, les femmes semblent être plus nombreuses à avoir compris que l'exposition permanente aux images de violences présentées à la télévision, au cinéma, dans les bandes dessinées et les jeux vidéos, représente une socialisation, voire une banalisation et une incitation à la violence, lesquelles ont été confirmées par la recherche. ●

[1] Source : Andrée Michel et Floh, *Citoyennes militairement incorrectes*, Coll. Femmes et changements, Ed. L'Harmattan, Paris, 1999.

Des ONGs féminines qui bossent pour la paix

Mouvement chrétien pour la paix
Le bureau du Mouvement chrétien pour la paix (MCP) a été fondé en 1923, il « étudie les thèmes de la domination, de l'oppression et de la libération en temps de guerre et de paix dans une perspective féministe. » Le MCP se veut à la fois un lieu de recherches, d'études et de sensibilisation politique, les responsables organisent des manifestations et des interventions.
Site : http://www.cfd-ch.org
courriel: info@cfd-ch.org

Femmes pour la paix
Femmes pour la paix se distingue du site précédent par son indépendance sur le plan religieux. Cette association existe depuis 1947 et se montre présente dans les pays où le quotidien des femmes est en danger à cause de la guerre ou de mesures de répression. En 1994, les quelques groupes de femmes pour la paix de Suisse se sont réunis pour former une seule association. Femmes pour la paix organise des actions politiques d'entraide et collabore avec diverses associations.
Site : http://www.frauenfuerdenfrieden.ch/index.html
Courriel : sekretariat@frauenfuerdenfrieden.ch
NC



Joëlle Flumet